

Art. 11. Tout message essentiel au bon fonctionnement de l'équipement terminal est transmis par voie d'affichage sur écran et par voie audible, la sortie vocale utilisant une basse fréquence.

Art. 12. Le combiné de l'équipement terminal est conçu de manière à pouvoir être facilement décroché et raccroché.

Le combiné présente une ergonomie permettant une prise en main et une manipulation aisées. Il est en outre conçu de sorte que l'écouteur et le microphone fassent contrepois.

Art. 13. L'équipement terminal offre une mémoire tampon suffisante pour l'introduction complète d'un numéro de téléphone et l'activation de l'appel.

Art. 14. L'expiration de la durée de communication disponible est indiquée clairement de manière visuelle et audible.

Section 3. — Contrôle

Art. 15. Le prestataire de la composante « postes téléphoniques publics » du service universel des communications électroniques communique préalablement à l'Institut tout projet d'installation de postes téléphoniques publics, en détaillant la façon dont les dispositions du présent arrêté sont rencontrées dans ledit projet.

Section 4. — Dispositions finales

Art. 16. Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Art. 11. Ieder bericht dat essentieel is voor de goede werking van de eindapparatuur wordt meegedeeld door weergave op het scherm en met geluid, waarbij de stemuitgang een lage frequentie gebruikt.

Art. 12. De hoorn van de eindapparatuur moet zo worden ontworpen dat deze gemakkelijk van de haak kan worden genomen en worden opgehangen.

Het ergonomisch ontwerp van de hoorn moet maken dat die gemakkelijk kan worden vastgenomen en gehanteerd. Hij moet bovendien zo zijn ontworpen dat het oorstuk en de microfoon elkaar in evenwicht houden.

Art. 13. De eindapparatuur moet voldoende buffergeheugen hebben om een telefoonnummer volledig in te voeren en de oproep te activeren.

Art. 14. Het verstrijken van de beschikbare beltijd moet visueel en auditief duidelijk worden aangegeven.

Afdeling 3. — Controle

Art. 15. De aanbieder van het element « openbare telefoons » van de universele dienst inzake elektronische communicatie deelt elk project voor het installeren van openbare telefoons mee, en beschrijft hierbij op gedetailleerde wijze hoe het bewuste project aan de bepalingen van dit besluit voldoet.

Afdeling 4. — Slotbepalingen

Art. 16. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

F. 2007 — 3046

[C — 2007/11248]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à la mise à disposition des données nécessaires à la confection de l'annuaire universel et à la fourniture du service universel de renseignement

RAPPORT AU ROI

Sire,

La loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, dans sa partie concernant l'annuaire universel et le service universel de renseignement contient des dispositions imposant aux opérateurs l'obligation de mettre à la disposition des prestataires de service universel les données nécessaires pour assurer ces services.

Le présent projet d'arrêté soumis à Votre signature a pour objet de mettre en œuvre ces dispositions.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

L'article premier reprend diverses définitions.

Il faut souligner que les données abonnés fournies par l'opérateur ne sont pas nécessairement celles de l'abonné lui-même, mais celles de l'utilisateur final du raccordement, telles que communiquées par l'abonné. Il est en effet assez fréquent qu'une personne contracte un abonnement au bénéfice d'un tiers.

La notion de « données abonnés minimales » définit les données minimales à collecter nécessairement par l'opérateur auprès des abonnés qui souhaitent figurer sur les listes destinées au annuaire universelle ou au service universel de renseignements.

L'article 2 instaure le principe au terme duquel les prestataires du service universel « annuaires » ou « renseignements », adressent une demande aux opérateurs afin d'obtenir les données nécessaires à leurs activités.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

N. 2007 — 3046

[C — 2007/11248]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de beschikbaarstelling van de gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de universele telefoongids en voor de levering van de universele inlichtingendienst

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

De wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie bevat in het gedeelte met betrekking tot de universele telefoongids en universele inlichtingendienst bepalingen die de operatoren de verplichting opleggen om aan de aanbieders van de universele dienst de gegevens te verstrekken die nodig zijn om die diensten te verlenen.

Het onderhavige ontwerp van besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd heeft tot doel die bepalingen ten uitvoer te leggen.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Het eerste artikel bevat diverse definities.

Er dient te worden benadrukt dat de abonneegegevens die door de operator worden verstrekt, niet noodzakelijk de gegevens van de abonnee zelf zijn, maar die van de eindgebruiker van de aansluiting, zoals die door de abonnee zijn meegedeeld. Het komt namelijk nogal vaak voor dat een persoon een abonnement neemt ten gunste van een derde.

Het begrip "minimale abonneegegevens" definieert de minimale gegevens die de operator noodzakelijkerwijs moet verzamelen bij de abonnees die op de lijsten willen voorkomen die bestemd zijn voor de universele telefoongids of voor de universele inlichtingendienst.

Artikel 2 stelt het principe in krachtens het welk de aanbieders van de universele dienst inzake telefoongids of inlichtingen, aan de operatoren een verzoek richten om de gegevens te krijgen die ze voor hun activiteiten nodig hebben.

L'article 3 précise la forme dans laquelle cette demande doit être adressée (courrier recommandé).

Elle doit préciser la qualité du demandeur afin, par exemple, de permettre une application correcte des alinéas 2 et 3 du § 2 de l'article 4 ou encore des dispositions de l'article 133 de la loi qui donnent à l'abonné la possibilité d'être mentionné ou non dans les données utilisées par les éditeurs d'annuaires et/ou les services de renseignements.

Enfin, pour permettre à l'Institut d'exercer son pouvoir général de contrôle des dispositions de la loi et de cet arrêté royal en particulier, une copie de la demande doit également être adressée à l'Institut par courrier recommandé par la personne qui sollicite les données.

L'article 4 fixe les dispositions qui encadrent les négociations entre d'une part les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public et d'autre part les personnes qui éditent l'annuaire universel ou fournissent les services universels de renseignements.

Ainsi, dans le mois qui suit la demande visée à l'article 3, en application de l'article 4, § 1^{er}, les opérateurs de la banque de données doivent faire une offre à la personne qui leur a adressé une demande.

Une fois l'accord conclu entre les personnes fournissant les données et les personnes demandant les données, les termes du contrat conclu entre les deux parties doivent être communiqués à l'Institut en vertu de l'article 4, § 2.

Il est en effet nécessaire que l'Institut puisse vérifier si les conditions de mise à disposition des données sont conformes aux prescrits des articles 83 et 89 de la loi.

L'article 5 définit les modalités de transmission des données par les opérateurs. Quant aux modalités permettant aux abonnés de communiquer aux opérateurs les données qu'ils souhaitent ou non voir apparaître sur les listes destinées à l'éditeur ou au service de renseignements, celles-ci sont suffisamment définies par l'article 133 de la loi.

En application de l'article 6, les prestataires ne peuvent exiger certaines données concernant les abonnés sous prétexte qu'elles sont connues de l'opérateur. On peut, entre autres, penser à des données relatives aux dates de naissance ou aux numéros de cartes d'identité.

L'article 7 ne nécessite pas de commentaires particuliers.

L'avis du Conseil d'Etat n° 42.637/4, du 24 avril 2007, a été partiellement suivi.

La remarque du Conseil d'Etat portant sur l'article 6 du projet d'arrêté, évoquant un problème potentiel de cohérence et de double emploi avec l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, n'a pas été suivie. La raison en est que le risque d'incohérence ou de double emploi disparaît dès lors que l'on prend en compte le fait que l'article 133 de la loi du 13 juin 2005 concerne l'utilisation qui peut être éventuellement faite d'un annuaire ou d'un service de renseignements, tandis que l'article 4 du projet d'arrêté concerne quant à lui la nature des données à transmettre aux fournisseurs d'annuaires ou de services de renseignements. Ces deux questions distinctes sont traitées par chacune des dispositions en question, qui prévoient chacune un régime spécifique pour la formulation par les personnes concernées de leur consentement en vue d'autres applications de l'annuaire ou du service de renseignements, ou d'autres données à faire figurer dans l'annuaire ou le service de renseignements.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

Artikel 3 verduidelijkt de vorm waarin dat verzoek moet worden verricht (aangetekend schrijven).

Daarin moet de hoedanigheid van de aanvrager worden gepreciseerd om bijvoorbeeld een correcte toepassing mogelijk te maken van het tweede en derde lid van § 2 van artikel 4 of van de bepalingen van artikel 133 van de wet, die de abonnee de mogelijkheid bieden om al dan niet te worden vermeld in de gegevens die door de uitgevers van telefoongidsen en/of de inlichtingendiensten worden gebruikt.

Opdat ten slotte het Instituut zijn algemene controlebevoegdheid in verband met de bepalingen van de wet en van het onderhavige koninklijk besluit in het bijzonder kan uitoefenen, moet tevens door de persoon die de gegevens aanvraagt, een afschrift van het verzoek aan het Instituut worden gericht via een aangetekend schrijven.

Artikel 4 stelt de bepalingen vast die het kader vormen voor de onderhandelingen tussen personen die een openbare telefoondienst aanbieden enerzijds en anderzijds de personen die de universele telefoongids uitgeeft of de universele inlichtingendiensten verstrekt.

Zo moeten in de maand die volgt op het in artikel 3 bedoelde verzoek, overeenkomstig artikel 4, § 1, de operatoren een aanbod doen aan de persoon die bij hen een verzoek heeft gedaan.

Zodra het akkoord is gesloten tussen de personen die de gegevens verstrekken en de personen die de gegevens vragen, moeten de bewoordingen van het contract dat tussen de twee partijen gesloten is, krachtens artikel 4, § 2 aan het Instituut worden meegedeeld.

Het Instituut moet immers kunnen nagaan of de voorwaarden voor de beschikbaarstelling van de gegevens voldoen aan de voorschriften van de artikelen 83 en 89 van de wet.

Artikel 5 bepaalt de nadere regels voor de verzending van de gegevens door de operatoren. De nadere regels volgens de welke de abonnees aan de operatoren de gegevens kunnen meedelen die zij al dan niet willen zien verschijnen in de lijsten die bestemd zijn voor de uitgever of voor de inlichtingendienst, zijn voldoende omschreven in artikel 133 van de wet.

Overeenkomstig artikel 6 mogen de aanbieders sommige gegevens over de abonnees niet eisen onder het voorwendsel dat ze voor de operator bekend zijn. Daarbij kan onder andere worden gedacht aan gegevens met betrekking tot geboortedata of nummers van identiteitskaarten.

Artikel 7 behoeft geen bijzondere commentaar.

Het advies van de Raad van State nr. 42.637/4, van 24 april 2007, werd gedeeltelijk gevolgd.

De opmerking van de Raad van State met betrekking tot artikel 6 van het ontwerpbesluit in verband met een potentieel probleem van coherentie en overlapping met artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie is niet gevolgd. De reden daarvoor is dat het gevaar voor incoherentie of overlapping wegvalt doordat rekening wordt gehouden met het feit dat artikel 133 van de wet van 13 juni 2005 slaat op het gebruik dat eventueel van een telefoongids of een inlichtingendienst kan worden gemaakt, terwijl artikel 4 van het ontwerpbesluit betrekking heeft op de aard van de gegevens die aan de leveranciers van telefoongidsen of inlichtingendiensten moeten worden bezorgd. Die twee afzonderlijke kwesties worden behandeld door elk van de bepalingen in kwestie, die elk in een specifiek stelsel voorzien voor de formulering door de betrokken personen van hun instemming met het oog op andere toepassingen van de telefoongids of de inlichtingendienst, of andere gegevens die in de telefoongids of inlichtingendienst moeten worden vermeld.

We hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

Avis 42.637/4 du 24 avril 2007
de la section de législation
du Conseil d'Etat

Le Conseil d'Etat, section de législation, quatrième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre de la Protection de la Consommation, le 28 mars 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "relatif à la mise à disposition des données nécessaires à la confection de l'annuaire universel et à la fourniture du service universel de renseignement", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Préambule

1. Les articles 83 et 89 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques requièrent non pas l'avis, mais la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, préalablement à l'adoption de l'arrêté en projet.

C'est cette proposition qui doit être visée à l'alinéa 2 du préambule, qui sera adapté en conséquence (1).

2. L'accord du Ministre du Budget et l'avis de l'Inspecteur des Finances ne sont pas requis sur le texte en projet en vertu des articles 5, 2^o, et 14, 1^o, de l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif au contrôle administratif et budgétaire.

Afin d'éviter toute confusion sur le caractère obligatoire de la consultation de ces instances, ces accord et avis ne doivent pas être visés au préambule dont les alinéas 2 et 3 seront omis.

Article 3

À l'alinéa 3, la formalité d'une copie conforme a été supprimée par l'article 508 de la loi-programme du 22 décembre 2003, il convient dès lors de revoir la disposition.

Article 6

L'article 6 du projet fait partiellement double emploi avec l'article 133 de la loi précitée du 13 juin 2005, dans la mesure où il règle certains aspects de la relation entre l'opérateur et son "client", spécialement en son alinéa 3.

Le texte doit être revu afin d'éviter tout double emploi.

Article 7

Il résulte de l'article 7 que l'arrêté entrera immédiatement en vigueur, le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

A moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de :

MM. :

Ph. HANSE, président de chambre;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, conseillers d'Etat;

Mme C. GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Mme A. VAGMAN, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. JAUMOTTE.

Le greffier,

C. GIGOT.

Le président,

Ph. HANSE.

Note

(1) Il ressort des explications communiquées par le délégué de la ministre que le texte en projet constitue précisément la proposition émanant de l'Institut.

Advies 42.637/4 van 24 april 2007
van de afdeling wetgeving
van de Raad van State

De Raad van State, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 28 maart 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Consumentenzaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de beschikbaarstelling van de gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de universele telefoongids en voor de levering van de universele inlichtingendienst", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Aanhef

1. Volgens de artikelen 83 en 89 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie is niet het advies, maar het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie vereist voordat het ontworpen besluit wordt aangenomen.

In het tweede lid van de aanhef moet naar dat voorstel worden verwezen. De aanhef moet dienovereenkomstig worden aangevuld (1).

2. De akkoordbevinding van de Minister van Begroting en het advies van de Inspecteur van Financiën zijn krachtens de artikelen 5, 2^o, en 14, 1^o, van het koninklijk besluit van 16 november 1994 betreffende de administratieve en begrotingscontrole niet vereist voor de ontworpen tekst.

Teneinde elke verwarring omtrent de verplichte aard van de raadpleging van die instanties weg te nemen, behoeft naar die akkoordbevinding en dat advies niet te worden verwezen in de aanhef, zodat het tweede en het derde lid ervan dienen te vervallen.

Artikel 3

Wat het derde lid betreft is het vormvoorschrift van een eensluidend afschrift opgeheven bij artikel 508 van de programmawet van 22 december 2003. De bepaling moet derhalve worden herzien.

Artikel 6

Artikel 6 van het ontwerp overlapt gedeeltelijk artikel 133 van de voornoemde wet van 13 juni 2005, voorzover daarin bepaalde aspecten worden geregeld van de verhouding tussen de operator en zijn "klant", inzonderheid in het derde lid ervan.

De tekst moet worden herzien om iedere overlapping te voorkomen.

Artikel 7

Uit artikel 7 volgt dat het besluit onmiddellijk in werking treedt, de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Tenzij er een specifieke reden bestaat om af te wijken van de gangbare termijn van inwerkingtreding bepaald bij artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient in beginsel te worden afgezien van de onmiddellijke inwerkingtreding teneinde elkeen een redelijke termijn te geven om kennis te nemen van de nieuwe regels.

De kamer was samengesteld uit :

de heren :

Ph. HANSE, kamervoorzitter;

P. LIENARDY, J. JAUMOTTE, staatsraden;

Mevr. C. GIGOT, griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. A. VAGMAN, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de heer J. JAUMOTTE.

De griffier,

C. GIGOT.

De voorzitter,

Ph. HANSE.

Nota

(1) Uit de uitleg van de gemachtigde van de minister blijkt dat de ontworpen tekst net het voorstel vormt van het Instituut.

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif à la mise à disposition des données nécessaires à la confection de l'annuaire universel et à la fourniture du service universel de renseignement

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, notamment les articles 83 et 89;

Vu la proposition de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications, donnée le 14 juillet 2006;

Vu l'avis du Conseil d'Etat 42.637/4, donné le 24 avril 2007;

Sur la proposition de Notre Vice-première Ministre, Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation ainsi que de Notre Ministre de l'Economie, de l'Energie, du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Définitions*

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° « loi » : la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques;

2° « Institut » : l'Institut belge des services postaux et des télécommunications tel que visé à l'article 13 de la loi du 17 janvier 2003 relative au statut du régulateur des secteurs des postes et des télécommunications belges;

3° « données abonnés » : les informations recueillies auprès de l'abonné par les personnes offrant des services de téléphonie vocale fixe ou mobile à des utilisateurs finals, et nécessaires à la confection, et la distribution de l'annuaire universel et le service universel de renseignements;

4° « données abonnés nécessaires » : les données à caractère personnel minimales permettant l'identification de l'utilisateur final du raccordement, consistant en :

a) le nom ou la dénomination sociale de la personne désignée à cet effet par l'abonné;

b) l'initiale ou les initiales du prénom usuel dans le cas d'un utilisateur personne physique;

c) l'adresse de l'utilisateur avec l'indication du nom de la rue, du numéro de l'immeuble et de la localité;

5° « service universel de renseignements » : le service visé à l'article 79 de la loi;

6° « annuaire universel » : l'annuaire universel visé à l'article 86 de la loi;

7° « prestataire » : la personne désignée pour fournir le service d'annuaire universel ou le service universel de renseignements.

CHAPITRE II. — *De la procédure de mise à disposition des données*

Art. 2. Afin de collecter les données nécessaires à la fourniture de leurs services, les prestataires, adressent aux personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public une demande de mise à disposition de ces données.

Art. 3. La demande est envoyée par les prestataires, par courrier recommandé à la poste.

La demande précise la qualité du demandeur et le type de service qu'il fournit.

Une copie de la demande est transmise en même temps à l'Institut, par courrier recommandé à la poste.

Art. 4. § 1^{er}. Les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public, sont tenues de répondre à la demande visée à l'article 3 en proposant leur offre dans un délai qui n'excède pas un mois après réception de la demande.

§ 2. Les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public qui communiquent ces données, informent l'Institut, par courrier recommandé à la poste, des termes du contrat conclu avec les prestataires.

Les contrats, conformément aux articles 83 et 89 de la loi portant sur la communication de données qui sont destinées à la publication de l'annuaire universel conformément à l'article 133 de la loi, précisent, notamment, les périodicités de mise à jour.

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de beschikbaarstelling van de gegevens die nodig zijn voor de vervaardiging van de universele telefoongids en voor de levering van de universele inlichtingendienst

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie, inzonderheid op de artikelen 83 en 89;

Gelet op het voorstel van het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie, gegeven op 14 juli 2006;

Gelet op het advies 42.637/4 van de Raad van State, gegeven op 24 april 2007;

Op de voordracht van Onze Vice-eerste Minister en Minister van Begroting en Consumentenzaken alsook van Onze Minister van Economie, Energie, Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Definities*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° « wet » : de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie;

2° « Instituut » : het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie zoals bedoeld in artikel 13 van de wet van 17 januari 2003 met betrekking tot het statuut van de regulator van de Belgische post- en telecommunicatiesector;

3° « abonneegegevens » : de inlichtingen die de personen die diensten voor vaste of mobiele spraaktelefonie aan eindgebruikers aanbieden bij de abonnee hebben verzameld en die nodig zijn voor de vervaardiging, en verspreiding van de universele telefoongids en de universele inlichtingendienst;

4° « noodzakelijke abonneegegevens » : de minimale, persoonsgebonden gegevens waarmee de eindgebruiker van de aansluiting kan worden geïdentificeerd en die bestaan uit :

a) de naam of de firmanaam van de persoon die daartoe is aangewezen door de abonnee;

b) de initiaal of initialen van de gebruikelijke voornaam in geval van een gebruiker die een natuurlijke persoon is;

c) het adres van de gebruiker met vermelding van de straatnaam, van het huisnummer en van de gemeente;

5° « universele inlichtingendienst » : de dienst bedoeld in artikel 79 van de wet;

6° « universele telefoongids » : de universele telefoongids bedoeld in artikel 86 van de wet;

7° « aanbieder » : de persoon die aangewezen is om de dienst met betrekking tot de universele telefoongids of de universele inlichtingendienst te verstrekken.

HOOFDSTUK II. — *Procedure voor de beschikbaarstelling van de gegevens*

Art. 2. Om de gegevens te verzamelen die nodig zijn voor de verstrekking van hun diensten, richten de aanbieders aan de personen die een openbare telefoondienst aanbieden een verzoek om die gegevens beschikbaar te stellen.

Art. 3. Het verzoek wordt door de aanbieders verzonden met een ter post aangetekend schrijven.

Het verzoek verduidelijkt de hoedanigheid van de aanvrager en het soort dienst dat hij verstrekt.

Een afschrift van het verzoek wordt tezelfdertijd naar het Instituut verzonden met een ter post aangetekend schrijven.

Art. 4. § 1. De personen die een openbare telefoondienst aanbieden, zijn verplicht in te gaan op het in artikel 3 bedoelde verzoek waarbij zij hun aanbod doen binnen een termijn van niet meer dan een maand na de ontvangst van het verzoek.

§ 2. De personen die een openbare telefoondienst aanbieden die deze gegevens meedelen, brengen het Instituut met een ter post aangetekend schrijven op de hoogte van de bewoordingen van het contract dat gesloten is met de aanbieders.

In de contracten, overeenkomstig de artikelen 83 en 89 van de wet, die betrekking hebben op de mededeling van gegevens, overeenkomstig artikel 133 van de wet, die bestemd zijn voor de publicatie van de universele telefoongids, wordt onder andere de periodiciteit van de bijgewerkte versies verduidelijkt.

Les contrats destinés à la fourniture du service universel de renseignements précisent, notamment, les modalités d'accès aux données des abonnés.

Art. 5. Selon les conditions prévues dans le contrat visé à l'article 4, les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public transmettent dans les meilleurs délais aux prestataires, les données de leurs abonnés qui ont donné leur consentement à cet effet.

Art. 6. Les données abonnés transmises aux prestataires, par les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public, sont limitées aux données abonnés nécessaires, à moins que l'abonné n'ait donné son consentement exprès à la publication de données supplémentaires en ce compris le prénom complet, l'activité professionnelle de l'utilisateur final ainsi que les personnes cohabitant avec celui-ci qui souhaitent figurer sous leur nom propre.

Ces données supplémentaires sont celles recueillies auprès du titulaire d'un contrat d'abonnement, par les personnes offrant un service téléphonique accessible au public, lors de la souscription de ce contrat, ou de la dernière modification de celui-ci.

Lors de la conclusion du contrat d'abonnement, ainsi que lors de chaque modification de celui-ci, les personnes qui offrent un service téléphonique accessible au public informent leurs clients de la possibilité de demander ou de modifier la publication des données utilisateurs finals les concernant.

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 7. Notre Ministre qui a les Communications électroniques dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 27 avril 2007.

ALBERT

Par le Roi :

La Vice-Première Ministre
et Ministre du Budget et de la Protection de la Consommation,
Mme F. VAN DEN BOSSCHE

Le Ministre de l'Economie, de l'Energie,
du Commerce extérieur et de la Politique scientifique,
M. VERWILGHEN

In de contracten die bestemd zijn voor de levering van de universele inlichtingendienst worden onder andere de nadere regels verduidelijkt inzake toegang tot de abonneegegevens.

Art. 5. Volgens de voorwaarden die vastgelegd zijn in het in artikel 4 bedoelde contract, bezorgen de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, zo spoedig mogelijk aan de aanbieders, de gegevens van hun abonnees die daarvoor hun toestemming hebben verleend.

Art. 6. De abonneegegevens die aan de aanbieders, worden overgezonden door de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, zijn beperkt tot de noodzakelijke abonneegegevens, tenzij de abonnee uitdrukkelijk heeft ingestemd met de publicatie van extra gegevens, waaronder de volledige voornaam, de beroepsbezigheid van de eindgebruiker en de personen die met hem samenwonen en die onder hun eigen naam in de gids opgenomen willen worden.

Die extra gegevens zijn diegene die de personen die een openbare telefoondienst verstrekken, bij de houder van een abonnementscontract hebben verzameld bij de ondertekening van dat contract of bij de laatste wijziging daarvan.

Bij het afsluiten van het abonnementscontract, alsook bij elke wijziging ervan brengen de personen die een openbare telefoondienst verstrekken hun klanten op de hoogte van de mogelijkheid om de publicatie van de eindgebruikergegevens die op hen betrekking hebben aan te vragen of te wijzigen.

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 7. Onze Minister tot wiens bevoegdheid de Elektronische Communicatie behoort, is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 27 april 2007.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Begroting en van Consumentenzaken,
Mevr. F. VAN DEN BOSSCHE

De Minister van Economie, Energie,
Buitenlandse Handel en Wetenschapsbeleid,
M. VERWILGHEN

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE, P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

F. 2007 — 3047 [C — 2007/11251]

27 AVRIL 2007. — Arrêté royal relatif aux conditions dans lesquelles sont confectionnés, vendus ou distribués les annuaires, le contenu et la forme de la déclaration à faire auprès de l'Institut

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à votre approbation a pour objet de mettre en œuvre les dispositions de l'article 45 de la loi du 13 juin 2005 relative aux communications électroniques, et principalement l'alinéa 2 du 1^{er} paragraphe de cet article 45.

Ces dispositions concernent les annuaires qui sont un outil essentiel pour l'accès aux services téléphoniques.

L'article 45 de la loi stipule que toute personne qui souhaite confectionner, vendre ou distribuer un annuaire est tenue de faire une déclaration auprès de l'Institut belge des services postaux et des télécommunications. Cette déclaration concerne tous les éditeurs d'annuaires, y compris la personne qui sera chargée d'éditer l'annuaire universel dont il est question à l'article 87 de la loi. Ce dernier indiquera cependant dans sa déclaration les dispositions particulières de ce service imposées par l'annexe à la loi.

Le présent arrêté détermine dès lors la forme que doit prendre cette déclaration, la nature des données qui doivent figurer dans l'annuaire, ainsi que les modalités de distribution des annuaires.

Il est à noter que le présent arrêté est destiné à remplacer l'arrêté royal du 14 septembre 1999 portant les conditions de confection, édition et distribution des annuaires téléphoniques et rapportant l'arrêté royal du 13 juin 1999 ayant le même objet. Certaines dispositions de cet arrêté qui ne sont pas en contradiction avec la loi ont cependant été reprises dans le présent texte.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE, K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

N. 2007 — 3047 [C — 2007/11251]

27 APRIL 2007. — Koninklijk besluit betreffende de voorwaarden waaronder de telefoongidsen worden vervaardigd, verkocht of verspreid, de inhoud en de vorm van de aangifte die bij het Instituut moet worden gedaan

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat U ter goedkeuring wordt voorgelegd, heeft tot doel de bepalingen van artikel 45 van de wet van 13 juni 2005 betreffende de elektronische communicatie uit te voeren, en voornamelijk het tweede lid van de eerste paragraaf van dat artikel 45.

Die bepalingen hebben betrekking op de telefoongidsen, die een essentieel middel zijn voor de toegang tot de telefoondiensten.

Artikel 45 van de wet schrijft voor dat al wie een telefoongids wenst te vervaardigen, verkopen of verspreiden, verplicht is een aangifte te doen bij het Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie. Die aangifte heeft betrekking op alle uitgevers van telefoongidsen, met inbegrip van de persoon die belast zal zijn met de uitgave van de universele telefoongids, waarvan sprake in artikel 87 van de wet. De laatstgenoemde zal echter in zijn aangifte de bijzondere bepalingen van die dienst vermelden die opgelegd zijn door de bijlage bij de wet.

Dit besluit bepaalt daarom de vorm die de aangifte moet aannemen, de aard van de gegevens die in de telefoongids moeten worden vermeld, alsook de nadere regels inzake verspreiding van de telefoongidsen.

Er dient te worden opgemerkt dat dit besluit bestemd is om het koninklijk besluit van 14 september 1999 houdende de voorwaarden tot vervaardiging, uitgave en verspreiding van de telefoongidsen en tot intrekking van het koninklijk besluit van 13 juni 1999 met hetzelfde onderwerp, te vervangen. Sommige bepalingen van dat besluit die niet in strijd zijn met de wet, zijn echter in de onderhavige tekst overgenomen.